



Secteur Sport



Pascal ANGER  
Secrétaire national  
SNEP-FSU

## Les 1<sup>ers</sup> jeux européens à Bakou : pour faire quoi et au service de qui ? Le débat continue.

Du 12 au 18 juin se tiennent en Azerbaïdjan dans le Caucase à Bakou les premiers Jeux Européens (JE) réunissant vingt disciplines dans une version mini format des JO. Quelques 6000 athlètes participent dont une forte délégation française avec le CNOSF. Le budget officiel de cet événement est annoncé à plus d'un Mds d'euros voire 8 Mds de dollars avec tout ce qui entoure ces Jeux.

Dans la suite de son texte d'orientation de congrès pour « *Agir pour des événements sportifs internationaux (ESI) démocratiques, solidaires, écologiques et dé-marchandisés* », la préparation et le déroulement de cet événement sportif international semblent entrer en contradiction avec les valeurs sociales, éducatives, citoyennes, démocratiques, de respect des droits humains, ... et au final avec le développement humaniste et émancipateur dont devrait être porteur le Sport.

Aussi le SNEP-FSU pose les remarques, les dénonciations et questions suivantes sur cet événement qui semble malgré tout peu relayé par les médias français ; signe d'un désintérêt lié au contexte sulfureux ?

### Sur le plan sportif : Des jeux qui ne survivront pas ?

Il existe déjà des jeux Panaméricains, du Commonwealth, de la Francophonie, Méditerranéens, Asiatiques... Pourquoi pas Européens? Mais face à l'inflation d'événements sportifs dans le monde n'est-ce pas celui de trop en lien avec la santé ou le surmenage des sportifs ? Il existe des championnats d'Europe pour pratiquement toutes les disciplines. Les journalistes pointent pour ces jeux que dans certaines disciplines comme la natation ou l'athlétisme ce sont des sportifs de deuxième ou troisième niveau qui vont concourir. Pourquoi pas...

Soulignons que les Pays Bas, qui se sont vu confier par le Comité olympique européen (CEO) l'organisation des prochains JE en 2019, viennent de renoncer à l'organisation aux motifs que ces JE sont en quête de légitimité, coûteraient trop cher et n'apportent aucune garantie d'atteindre un niveau sportif suffisant.

Ainsi la question de la pérennisation de ces JE sur l'utilité sportive est déjà posée et déjà fragilisée au vu du choix du pays et du contexte politique de ces premiers jeux.

### Sur le plan politique : le choix de Bakou en Azerbaïdjan, un nouveau Qatar ?

Ce pays qui a des richesses importantes en hydrocarbures est une dictature (familiale) brutale.

Le SNEP-FSU dénonce, comme le font Amnesty International<sup>1</sup>, l'ONG Human Right Watch (HRW) ou Transparency International (sur le degré de corruption des pays) et d'autres encore, ce régime au pouvoir ainsi que la corruption et la répression menées envers les militants des droits de l'homme et de la liberté d'expression. Des journalistes venant couvrir l'événement se sont vus refoulés<sup>2</sup>.

Le pouvoir en place a fait une donation de 50 000 Euros à chaque CNO participant ainsi que 600 Euros par personne (y compris encadrement). Soit 250 000 pour le CNOSF selon la déclaration de

Denis Masegla dans une interview (reprise par l'AFP) et semblant très satisfait de recevoir cet argent d'une dictature.

Se pose alors la question de savoir sur quelles bases ce pays a obtenu ces JE. Comme pour d'autres instances et d'autres événements le processus d'attribution doit se faire de manière transparente et démocratique avec un cahier des charges conforme aux droits humains, sociaux, écologiques et à l'éthique sportive. Les autorités politiques et institutions européennes ne doivent-elles pas s'en préoccuper ?

Une nouvelle fois ces événements sportifs servent de caution, de rayonnement et de légitimation internationale à des régimes anti-démocratiques, violant les droits humains, sociaux et écologiques. Mais simultanément ces compétitions internationales permettent de rendre visible, de dénoncer et de combattre toutes les atteintes aux droits fondamentaux de l'Homme, aux droits sociaux et environnementaux dans ces pays concernés.

Face à ces faits et critiques sur ces jeux, le monde sportif, dont le CIO, semble encore une fois se voiler la face et rester silencieux. Seul le comité olympique Allemand (DOSB) a rejoint l'appel lancé par Michel Forst, rapporteur spécial de l'ONU sur la situation des défenseurs des droits de l'homme, pour que l'Azerbaïdjan libère ses prisonniers politiques. Ces JE ont vu une cérémonie d'ouverture grandiose et à laquelle nombre de gouvernements étaient représentés dont la France par son Secrétaire d'Etat au sport, Thierry Braillard. Mais l'Allemagne face aux débats et critiques sur ces Jeux n'a pas envoyé de représentant politique et donc répondu à l'appel au Boycott de la cérémonie d'ouverture. Ne pouvait-on pas attendre la même chose de la France ? Une présence sans critique vaut cautionnement.

**Pour conclure**, face à la question posée à D. Masegla, président du CNOSF, sur ce qu'il pensait du contexte sportif, politique et humain de ces JE, sa réponse fut de botter en touche car il ne voit pas pourquoi le monde sportif devrait se positionner, en renvoyant la responsabilité aux politiques et au monde économique dans leurs relations avec ce régime. Nous partageons son point de vue sur la responsabilité du monde politico économique. Et le monde du sport ne peut pas régler les problèmes géo politiques, économiques, sociaux et démocratiques. Mais si le sport se veut porteur de valeurs positives et les déclamer sans cesse y compris par le CNOSF, le monde sportif ne peut rester en dehors de ce débat. Il peut et doit prendre sa part en ne cessant de lutter dedans, dehors ou les deux... Il faut débattre et chercher à agir à son niveau ne serait-ce que par la prise de conscience et le refus de l'inacceptable ou de la mise en question de l'instrumentalisation du sport.

[Pascal.anger@snefsu.net](mailto:Pascal.anger@snefsu.net) (le 22/06/2015)

<sup>1</sup> *Al a écrit un rapport sur : « Azerbaïdjan : les jeux de la répression ». Al est devenu persona non grata dans cette république.*

<sup>2</sup> *Le journaliste de RFI a été interdit de séjour ainsi qu'un journaliste de « The Guardian »...*